

2372-1 à L. 2372-4, du second alinéa de l'article **L. 2372-5** et des articles **L. 2372-6 à L. 2374-2** sont transmis à l'agent de contrôle de l'inspection du travail.

Sous-section 4 : Contestations

R. 2372-18

Décret n°2023-430 du 2 juin 2023 - art. 8

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le tribunal judiciaire compétent pour statuer sur la contestation de la désignation et de l'élection des membres du groupe spécial de négociation est celui dans le ressort duquel est situé le siège, selon le cas, de la société issue de l'opération transfrontalière, de la société, de la filiale ou de l'établissement concerné.

La contestation est formée, instruite et jugée selon les modalités prévues aux articles R. 2324-24 et R. 2324-25. Toutefois, la contestation est formée :

1° Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de la désignation à l'employeur ;

2° Par les salariés, dans un délai de quinze jours, à compter de la date à laquelle la désignation à l'employeur ou l'élection est portée à leur connaissance.

R. 2372-19

Décret n°2019-1419 du 20 décembre 2019 - art. 10

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les litiges auxquels donne lieu l'application des dispositions de la présente section, autres que ceux mentionnés à l'article **R. 2372-18**, sont portés devant le président du tribunal judiciaire du domicile du défendeur. Il statue selon la procédure accélérée au fond.

Chapitre III : Comité de la société issue de l'opération transfrontalière et participation des salariés en l'absence d'accord

Section unique : Comité de la société issue de l'opération transfrontalière

Sous-section 1 : Mise en place

D. 2373-1

Décret n°2023-430 du 2 juin 2023 - art. 8

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Dans les hypothèses prévues à l'article **L. 2373-2**, est joint à la demande d'immatriculation de la société issue de l'opération transfrontalière :

1° L'accord portant sur la mise en place du comité de la société issue de l'opération transfrontalière et, lorsque la société issue de l'opération transfrontalière n'est pas composée exclusivement de personnes physiques, d'un système de participation des salariés prévu à l'article **L. 2373-2** ;

2° A défaut de l'accord mentionné au 1°, l'engagement écrit des dirigeants des sociétés participantes de faire application des dispositions des articles **L. 2371-4**, **L. 2372-5**, deuxième alinéa, en ce qu'il renvoie à l'article **L. 2352-9**, **L. 2373-1**, **L. 2373-3**, **L. 2374-1**.

D. 2373-2

Décret n°2023-430 du 2 juin 2023 - art. 8

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les membres du comité de la société issue de l'opération transfrontalière sont :

1° Soit désignés selon les modalités définies aux articles **D. 2372-6** à **D. 2372-9** ;